

Grenoble, ville-test - Les écologistes à l'épreuve du pouvoir

Premier Vert élu à la tête d'une grande ville française, en 2014, Éric Piolle incarnait l'espoir d'un changement d'approche politique. Mais, dans un contexte de réduction des dotations d'État et de transfert des compétences à la métropole, nombre des promesses écologistes sur l'environnement, la démocratie et la solidarité se sont envolées.

par Philippe Descamps, *Monde diplomatique*, décembre 2021, pp. 14-15 (extrait)

Situé sur un promontoire du massif de la Chartreuse dominant la ville, le fort de la Bastille offre un magnifique point de vue sur les Alpes et la vallée de l'Isère. Sous un soleil radieux, ce 18 octobre, l'attribution du titre de « capitale verte européenne 2022 » renouvelle la carte postale du mythe grenoblois. Arrivé en télécabine sous le regard des caméras, le maire élu en 2014, É. Piolle, guide la ministre de la transition écologique Barbara Pompili et une représentante de la Commission européenne venue adouber son hôte en tant qu'« ambassadeur des villes vertes ».

(...)

La ville-centre ne compte que 157 000 habitants sur les 445 000 de Grenoble Alpes métropole, dont les compétences croissent au fil des réformes administratives (eau, énergie, chauffage, mobilité, déchets, rénovation thermique ...). Christophe Ferrari a été élu au 3^{ème} tour à la tête de la métropole de Grenoble en juillet 2020 grâce aux voix de droite.

(...)

Les associations environnementalistes locales dressent un bilan du tandem Piolle-Ferrari bien plus nuancé que celui de la Commission européenne. Certes, « *on voit le contraste avec d'autres* », note Francis Odier, président du groupe isérois de France nature environnement. Son organisation avait perdu 200 000 € de subvention du département et de la région - 2 collectivités dirigées par Les Républicains — à la suite de sa mobilisation contre un aménagement touristique Center Parcs à Roybon. « *Sur le plan de la protection de l'atmosphère, les seuls élus qui poussent un peu sont ceux de Grenoble* », ajoute-t-il. En revanche, il considère « *ne pas avoir été écouté* » sur l'artificialisation de nouveaux terrains, qu'autorise le nouveau plan local d'urbanisme intercommunal.

Plus fâcheux, un immense chantier balafre les rives du Drac : l'élargissement de l'autoroute A480 qui traverse la ville du nord au sud. Son passage à deux fois trois voies figurait dans le plan de relance autoroutier, lancé en 2015 par Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie. En échange d'un prolongement de sa concession sur le réseau alpin, la société Area finance les travaux, qui ont démarré en 2019. « *La "Métro" défend encore la voiture et des compromis bancals* », reprend F. Odier, dont l'association a perdu ses recours contre l'autorisation du projet. En janvier 2019, une centaine de scientifiques locaux alertaient : « *Ce projet est en contradiction totale avec l'ambition de réduction des émissions de gaz à effet de serre aux niveaux national et mondial, et les enjeux environnementaux locaux (qualité de l'air, bruit).* »

Quinze ans plus tôt, l'obstination politique et juridique des écologistes avait eu raison de la « rocade nord », un projet incluant un tunnel sous la Bastille. Au pouvoir, ils ont préféré négocier des « verrous », nous explique É. Piolle : « *Nous avons obtenu une voie de covoiturage en amont de la ville, une amélioration de l'insertion urbaine, l'implantation d'arbres, de murs antibruit, une limitation permanente à 70 km/h et l'arrêt du soutien du département au prolongement de l'autoroute A51 vers Sisteron.* » Reste que cet investissement de l'État dans l'agglomération - le plus important de la dernière décennie - représente 380 millions € avec l'échangeur du Rondeau. En augmentant de 50% la capacité d'un « aspirateur à voitures », il rend dérisoire le budget voirie pour le vélo du mandat : 24 millions.

Le plan de déplacement urbain voté avec ses alliés de gauche ne prévoit qu'une baisse de 6% des kilomètres parcourus en véhicule motorisé entre 2015 et 2030. Par comparaison, la circulation routière a baissé de 37% à Paris entre 2004 et 2019 ... « *Nous regrettons qu'il n'y ait pas eu de nouvelle ligne de tram pendant ce mandat. Au minimum le prolongement du tram E vers Pont-de-Claix*, réagit M. Emmanuel Colin de Verdière, président de l'Association pour le développement des transports en commun, voies cyclables et piétonnes (ADTC). *Il y a bien un projet de télécabine urbaine, mais il ne nous paraît pas prioritaire, car il ne transporterait pas autant de personnes.* »

Dense par la contrainte des montagnes alentour, et plate du fait des origines glaciaires de son sol,

l'agglomération se prête particulièrement à l'usage du vélo. Si les bicyclettes avaient moins disparu ici qu'ailleurs, leur retour ne passe pas inaperçu. « *Il y a une hausse indéniable, c'est une réussite* », constate M. Mehdi Tadjine, administrateur de l'ADTC, qui nuance : « *On apparaît comme un champion national, mais si on doit se comparer à des villes plus sérieuses comme Copenhague, on est des rigolos. Nous atteignons 17% des déplacements domicile-travail intra-muros, quand ils en sont à 49%. Plus inquiétant, on n'en prend pas le chemin. Il y a un peu d'autosatisfaction, y compris dans les milieux militants. Les gens se disent que c'est déjà bien et ne se rendent pas compte du potentiel.* »

(...)

Tandis que É. Piolle signait une tribune collective dénonçant le passe sanitaire comme « antisocial » (*Libération*, 22/07/2021), le service du personnel convoquait dès la première semaine de sa mise en place les bibliothécaires rechignant à le demander aux usagers.

(...)

Le conflit avec le personnel communal ne résume pas à lui seul le bilan social de la municipalité. Une tarification de l'eau sous condition de ressources a été mise en place à l'échelle de la métropole. Un rabais important atténue aussi le coût de l'abonnement aux transports publics pour les plus modestes, même si la gratuité promise aux moins de 25 ans a été abandonnée. Les familles les plus défavorisées reçoivent également des aides pour la cantine, jusqu'à 93% des frais. Les écoles ont bénéficié de gros investissements. Enfin, un important programme de rénovation et de réhabilitation transforme plusieurs quartiers populaires.

Cette question a fait également l'objet d'un référendum, qui portait sur la démolition de plus de 300 logements sociaux dans le quartier de l'Arlequin, à La Villeneuve. Le scrutin a eu lieu à la seule initiative des habitants. En octobre 2019, le refus de la démolition obtenait près des ¾ des suffrages exprimés (73%). Mais la commune n'a pas participé à l'organisation du vote et n'a pas tenu compte des résultats, en dépit d'une participation estimée à 23%, soit autant, dans le quartier, que lors des municipales qui ont suivi.

Une « culture du pouvoir » qui « n'a pas d'humilité » et « ne veut pas renverser la table »

Les écologistes au pouvoir n'ont pas voulu affronter l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), acteur-clé du financement du projet, même si les bailleurs sociaux apportent l'essentiel des fonds. « *On peut toujours dire que l'on ne s'est pas assez battus, mais nous avons joué tellement le rapport de forces que notre premier projet a été retoqué* », affirme M. Piolle. Pourtant, à Pantin, en 2017, le refus après référendum de la démolition de l'îlot 27 n'a pas empêché le financement d'un projet alternatif par l'ANRU, qui vient même d'installer son siège dans cette ville.

« *En fait, les écolos ne se préoccupent guère des pauvres, qu'ils déménagent de force ou qu'ils paient un loyer plus cher à cause de ces rénovations*, s'insurge M. Bruno de Lescure, exclu de l'ADES pour dissidence avant de mener une liste de gauche, « La commune est à nous », en 2020. *Déjà dans le quartier Mistral ou celui de l'Abbaye, ils ont implicitement fait leur la politique nationale qui utilise la démolition pour changer la population. Dans l'agglomération, la convention ANRU représente 677 logements détruits pour seulement 522 reconstruits au bout de 10 ans.* » En 2010, les architectes Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal avaient proposé une rénovation du quartier de l'Arlequin sans démolition. La municipalité socialiste avait rompu leur contrat. En 2021, leur approche originale a été distinguée par le prix Pritzker, le « Nobel » de l'architecture ...

Dans un livre qui circule beaucoup en ville, le journaliste du Postillon Vincent Peyret fustige une « culture du pouvoir », qui « *ne connaît pas de faiblesse, n'a pas d'humilité, ne veut pas renverser la table [et qui] conduit surtout à vouloir rester au pouvoir, qu'important les compromissions* » (« Le Postillon », *Le Vide à moitié vert, la gauche rouge-vert au pouvoir : le cas de Grenoble*, Le Monde à l'envers, 2021). Ancien adjoint au maire de 2001 à 2008 et ancien président de l'ADES, de 2010 à 2014, M. Jean-Marc Cantèle ajoute : « *Je dis que Piolle est un imposteur, parce qu'il y a du vide autour, une manière de parler. C'est de l'entourloupe.* » L'équipe au pouvoir aura l'occasion de donner tort à ces contempteurs venus de la famille écologiste par les suites qu'elle donnera - ou pas - à la convention citoyenne pour le climat, qui doit se tenir prochainement à l'échelle de la métropole.